

Jeudi 22 février, Dominique de Villepin inaugure l'École d'économie de Paris, en anglais la « Paris School of Economics ». Inédite par son statut et son financement, elle vise l'excellence

Les « French economists » font école

La science économique française regorge de talents. Mais qui le sait ? Il fallait leur donner une vitrine. Jeudi 22 février, à 16 h 30, le premier ministre, Dominique de Villepin, inaugurerait l'École d'économie de Paris, qui comptera d'ici quelques années 250 à 300 chercheurs et 700 étudiants.

Les amateurs de belles pierres seront déçus. Aucun architecte de talent n'a été sélectionné pour cette nouvelle institution, hébergée dans des préfabriqués de l'École normale supérieure (ENS), au 48, boulevard Jourdan, dans le 14^e arrondissement de Paris.

L'innovation est ailleurs. Pour réunir en un même lieu des économistes de haut niveau, le président de cette nouvelle institution, Roger Guesnerie, professeur au Collège de France, et son directeur, Thomas Piketty, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess), ont réussi une vraie prouesse. « C'était comme vouloir créer Microsoft en Union soviétique ! », s'amuse M. Piketty. Car celle que l'on appelle déjà la PSE – pour Paris School of Economics, en référence à l'illustre London School of Economics (LSE) – a dû, pour voir le jour, affronter bien des épreuves.

La PSE compte parmi ses membres fondateurs des grandes écoles (l'ENS, l'Ehess, l'École nationale des Ponts et Chaussées, l'Institut national d'agronomie), mais aussi l'université Paris-I Sorbonne et le CNRS. Et, dans le monde de l'enseignement et de la recherche français, on ne marie pas comme ça des institutions qui ont leur histoire, leur culture, leur organisation et qui sont viscéralement attachées à leur identité.

« Nous aurions pu nous rassembler entre grandes écoles », raconte Daniel Cohen, professeur à l'ENS et vice-président de la PSE, nous avons fait un autre choix, plus complexe mais plus prometteur pour l'évolution du système universitaire. »

À Paris-I, les dents ont grincé. La structure privée de la PSE ne plaît pas à tous, même si les études y sont gratuites. Car la nouvelle école a le statut d'une fondation. Dans un premier temps, l'Etat lui donne 20 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 4 millions apportés par des « fondateurs privés ». L'assureur Axa et le courtier Exane apportent un million d'euros chacun. Nicolas Chanut, le PDG d'Exane, met de sa poche 500 000 euros.

Enfin, une fondation de droit américain, l'American Foundation for the PSE, contribue pour un million d'euros. Son président, Georges de Ménéil, directeur d'études à l'Ehess depuis 1978 a un profil atypique à l'université. Cet héritier de la famille Schlumberger fait partie de ceux qui ont quitté la France pour les Etats-Unis en 1981, au lendemain de l'élection de François Mitterrand.

D'autres entreprises devraient rejoindre ces donateurs, dont Poweo et son PDG, Charles Beigbeder. « A terme, les fonds privés dépasseront les financements publics », ajoute M. Piketty, qui précise



Thomas Piketty (à droite), le directeur de la Paris School of Economics sur le campus de la nouvelle école. CYRILLE WEINER/TANGO PHOTO POUR « LE MONDE »

que la région et l'Etat verseront 40 millions pour les travaux, la région apportant aussi 1,5 million par an en frais de fonctionnement.

Autre sujet d'inquiétude au sein de Paris-I : la création de la PSE introduit un système à double vitesse. La nouvelle école labélisera certaines formations économiques de Paris-I, mais pas toutes. Son conseil scientifique en décidera, en fonction des publications des enseignants-chercheurs dans les plus grandes revues internationales. Tout comme il sélectionnera les projets de recherche.

La composition de ce conseil scientifique est prestigieuse. Treize de ses seize membres enseignent à l'étranger (Oxford, Cambridge, MIT, Harvard, Princeton...). Trois ont eu le prix Nobel (Joseph Stiglitz, James Mirrlees, Amartya Sen). « Une fenêtre s'ouvre pour développer la recherche à l'université. C'est une chance pour la France », commente Antoine D'Autume, professeur à l'université Paris-I et vice-président de la PSE.

Enfin, la nouvelle école, n'offrant que des formations à partir du master, sélectionnera les meilleurs étudiants, ce que l'université, en théorie, ne fait pas à ce niveau de formation. « Malgré tout, le conseil d'administration de Paris-I a voté

les statuts de la PSE », se réjouit M. Cohen. Certes, mais le vote a été serré.

Monique Canto-Sperber, directrice de l'ENS, très contestée au sein même de son école, n'a pas non plus caché ses réticences à la création de la PSE. « Elle n'a jamais menacé de se retirer du projet », concède Daniel Cohen. Mais le fait est qu'elle a voulu susciter d'autres projets concurrents. Désormais, elle se félicite que la PSE « soit présente sur le campus Jourdan de l'ENS », construit dans l'après-guerre pour les jeunes normiennes.

Pour les autres institutions fondatrices de la PSE aussi, l'aventure est risquée. Pourquoi ne pas se dissoudre dans la nouvelle école ? « Elles se demandent quelle épingle elles vont tirer du jeu », reconnaît M. Guesnerie. Les enseignants et chercheurs restent rémunérés par leur corps d'origine, mais ils officieront désormais au nom de la PSE. Voilà pourquoi, « dans la presse française, par exemple, nous continuerons à signer avec nos fonctions d'origine », précise M. Piketty.

Dans les revues internationales, en revanche, c'est la PSE qui sera mise en

avant. Histoire de monter dans les classements internationaux en matière de recherche. Aujourd'hui, si l'on fait la somme de toutes les publications scientifiques des six institutions fondatrices, la PSE passe devant la LSE. Une performance qui permettra d'attirer plus d'étudiants étrangers « qui ne comprennent rien aujourd'hui à notre organisation », commente M. Guesnerie.

Et aussi de faire revenir des chercheurs français partis aux Etats-Unis. Philippe Aghion, qui enseigne à Harvard, et Esther Duflou, au MIT, ont pris un congé sans solde de six mois pour tenter l'aventure de la PSE. « Rien ne nous empêcherait non plus, un jour, de faire venir un poste américain et de le payer aux tarifs en vigueur », poursuit Daniel Cohen.

Aux Etats-Unis, « chaque année, se tient un "job Market", un marché du travail, où les universités du monde entier recrutent leurs chercheurs en économie », explique Claudia Senik, professeur à la Sorbonne et responsable des relations extérieures à la PSE. « La France ne pouvait y participer » en raison de contraintes bureaucratiques et financières. « Nous sommes allés à

Chicago en décembre 2006, avons reçu 80 candidatures pour un contrat de trois ans à la PSE. Nous en avons auditionné quatre. L'heureux élu aura un salaire compris entre 2 000 et 6 000 euros par mois », poursuit M^{me} Senik.

Enfin, l'Etat, même s'il a soutenu le projet, a eu du mal à abandonner sa tutelle. « Il n'est même pas au conseil d'administration. Il a mis l'argent mais a perdu la main », analyse Thomas Piketty.

Les équipes du ministère de la recherche et de la direction de l'enseignement supérieur auraient préféré maintenir un lien de dépendance par le canal financier. Ainsi, d'autres fondations du même type fonctionneront en dépensant les dotations de l'Etat, « ce qui veut dire que dans cinq ans, elles viendront lui redemander de l'argent », développe M. Piketty.

Pour la PSE, il n'en était pas question. L'argent public au capital de la fondation sera donc bloqué et seuls les intérêts financeront le fonctionnement de l'école. « C'était la seule manière de garantir notre autonomie vis-à-vis des partenaires privés et vis-à-vis de l'Etat. La fondation ne peut pas être une lessiveuse à subventions publiques », insiste M. Piketty. Une petite révolution... ■

ANNIE KAHN ET VIRGINIE MALINGRE

L'inspiration venue de Londres

LONDRES
CORRESPONDANT
C'est l'histoire d'une petite école atypique devenue, au fil des décennies, l'un des lieux d'excellence du savoir. La London School of Economics and Political Science (LSE) fut fondée en 1895, grâce à des donations privées, par quatre membres de la Société Fabienne – un cercle d'intellectuels socialistes – dont l'écrivain irlandais et futur Prix Nobel de littérature, George Bernard Shaw.

Elle s'inspirait de l'École libre des sciences politiques de Paris (Sciences Po), mais son enseignement, exclusivement dédié aux sciences sociales, se voulait progressiste.

Dès l'origine, la LSE, vouée au renouvellement des élites, a voulu être un laboratoire d'idées, où celles-ci seraient produites, analysées et évaluées avant d'être disséminées à travers le monde. Son essor fut intimement lié à l'évolution politique du royaume. Dirigée, de 1919 à 1937, par William Beveridge,

le futur père de « l'Etat providence », elle fut le berceau des études économiques modernes.

Dans les années 1990, un autre directeur de la LSE, Anthony Giddens, popularisa la « Troisième voie », chère à Tony Blair. Signe des temps, son patron actuel, Howard Davies, est l'ancien chef de l'autorité de contrôle de la City, et quatre étudiants sur dix se destinent au secteur des banques d'affaires.

Le prestige et l'influence de la LSE sont immenses. Les classements académiques la placent au premier rang européen pour, entre autres, l'économie, l'anthropologie, les relations internationales, la science politique et la sociologie. Elle est généralement classée deuxième meilleure université du monde pour l'étude des sciences sociales.

La LSE est aussi l'université la plus internationale au monde, avec plus de 60 % d'étudiants étrangers originaires de quelque 130 pays. C'est l'établissement

supérieur britannique le plus sélectif avec Oxford et Cambridge : un candidat sur douze seulement y est admis.

La moitié de ses 8 500 étudiants sont en troisième cycle. Sa gestion est saine. Elle a dégagé en 2006 un surplus de 20 millions d'euros. La moitié de ses recettes provient des droits de scolarité acquittés par les étudiants, le reste de la valorisation de ses fonds propres et des donations publiques et privées qu'elle reçoit, notamment de ses anciens élèves (80 000 aujourd'hui).

Parmi eux, morts ou vivants, la LSE compte un président américain, John Kennedy, la reine du Danemark, 38 chefs d'Etat et de gouvernement, dont neuf actuellement au pouvoir, et, outre George Bernard Shaw, 13 Prix Nobel, sans oublier l'écrivain français Erik Orsenna. Quant à Mick Jagger, le chanteur des Rolling Stones, il a quitté la LSE avant de décrocher son diplôme... ■

JEAN-PIERRE LANGELLIER

ÊTES-VOUS UN BON CANDIDAT À LA REPRISE ?



3.500 € TTC pour l'achat d'une CITROËN D'OCCASION C8, C5, Xsara Picasso, Jumpy ou Jumper.

3.000 € TTC pour l'achat d'une CITROËN D'OCCASION C4 berline ou coupé.

2.000 € TTC pour l'achat d'une CITROËN D'OCCASION C3 ou C3 pluriel.

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

VÉHICULES D'OCCASION DE FAIBLE KILOMÉTRAGE GARANTIE DEUX ANS PIÈCES ET MAIN-D'ŒUVRE PRIX ATTRACTIF

Eurocasion
VÉHICULES D'OCCASION TOUTES MARQUES

www.citroenff.com

Offre valable jusqu'au 28/02/2007 non cumulable avec d'autres promotions et non applicable aux véhicules marqués d'un point rouge, réservée aux particuliers dans la limite des stocks disponibles, en échange de cette publicité.

CITROËN FELIX FAURE PARIS
01 53 68 15 15

CITROËN VO BORDEAUX-BRUGES (33)
05 57 93 69 69

CITROËN VO LILLE-WAZEMMES (59)
03 28 07 59 59

CITROËN VO NANTES-BEAULIEU (44)
02 40 89 21 21

CITROËN VO LYON-CORBAS (69)
04 78 20 67 77

CITROËN VO LYON-VÉNISIEUX (69)
04 78 77 39 69

CITROËN VO MARSEILLE-VITROLLES (13)
04 42 78 77 37